

Conseil national du PCF
4 janvier 2007

Anne Jollet

De graves problèmes de fonctionnement politiques

Les semaines qui viennent de s'écouler posent pour moi de graves problèmes de fonctionnement politique. De deux choses l'une : ou bien les difficultés présentées comme la source de l'échec auraient dû être considérées ouvertement comme telles (hostilité des organisations à la candidature de notre secrétaire générale, opposition de certains à toute alliance avec le PS, etc) ou bien ce ne sont pas ces difficultés qui sont la cause de l'échec et les causes réelles n'ont pas été débattues. Dans les deux cas, il y a une façon de mener les hommes, en l'occurrence les femmes et hommes militants, des cellules au Conseil national, qui éclaire de façon bien blafarde l'état de la démocratie interne.

Ce que la direction a présenté in fine comme la cause du blocage engageant le Parti à se lancer seul dans la campagne était une situation facile à anticiper. Le double consensus mis en cause au cours de décembre et présenté de façon démagogique comme une incompréhensible invention avait été accepté par ceux qui ont négocié pour le Parti au sein du Collectif national sans qu'aucun débat ne soit initié sur le sujet (relisant mes Huma ces derniers jours, je n'y ai rien trouvé alertant sur la complexité du dispositif, mais espérons que les sociologues se saisiront très vite du sujet et nous fourniront dès les mois à venir une étude précise à ce sujet).

De fait, nous sommes nombreux à avoir pensé que le double consensus était une invention salutaire permettant de préserver la souveraineté des organisations tout en la croisant avec l'avis des collectifs locaux. Comment se ferait concrètement la rencontre des tendances dominantes des collectifs et des organisations si elles s'avéraient ne pas être convergentes? La question n'a pas été posée explicitement. Tout allait si bien. On était tous de si bonne volonté à préparer un programme qui prenait dans la bonne humeur générale de faux airs de programme de gouvernement! Je me souviens, il fallait être constructifs, aller de l'avant! Non, on ne buterait pas sur un présidentialisme que l'on savait condamné.

Les collectifs locaux, par ailleurs, n'étaient jamais considérés comme constituant un corps électoral national au sein duquel se dérouleraient des primaires. La forme de fonctionnement ouvert des collectifs locaux, sans adhésion, sans constitution de membres, de droit électeurs, était unanimement saluée comme l'expression de l'attente d'un élargissement de leur audience au fur et à mesure que se déroulerait le processus. On aime assez se donner des émotions identitaires en raillant les socialistes pour s'être gaussé à bon compte des primaires qu'ils organisaient alors. On sait maintenant que cette absence de formalisation a permis aux communistes (et peut-être à d'autres, moins nombreux), donc aux communistes les plus hostiles au processus unitaire de venir voter massivement et de déposséder les acteurs des collectifs de leur souveraineté (ce qui est à peu près aussi cohérent que si les membres d'un Parti laissaient tous ceux qui le veulent - notamment ceux qui lui sont le plus hostiles - intervenir dans ses choix).

Si l'on veut considérer nos dirigeants avec un certain sérieux, on ne peut donc pas prendre au sérieux les arguments qui ont été avancés in extremis pour justifier la sortie du processus unitaire. Il faut bien admettre que les causes de l'échec sont ailleurs. Qu'il ne s'agit pas de l'infléchissement soudain de nos partenaires devenus après tant de meetings communs, de beaux sourires, d'accolades décontractées au pied des estrades des adversaires (revoyez vos Huma pour ceux qui ont la prudence de conserver les

journaux). Il faut bien admettre qu'il y a eu un infléchissement soudain de notre propre position quand il s'est avéré plus difficile que pensé sans doute d'imposer Marie-George comme candidate du rassemblement. Il faut donc bien admettre qu'il n'a jamais été question d'accepter une autre candidature, que le choix était fait de longue date de choisir l'échec du rassemblement plutôt qu'un renoncement à la candidature. Les autres forces, malgré leur faiblesse, ont certes été bien entêtées et impertinentes, mais nous-mêmes n'avons-nous pas à nouveau, dopés par les espoirs surgis avec la dynamique unitaire, oublié notre faiblesse et oublié ce que nous allions chercher dans la démarche unitaire: un renforcement de crédibilité politique pouvant déboucher sur des résultats électoraux?

Maintenant que la mise à bas du processus unitaire va renouveler la méfiance vis à vis des politiques, vis à vis du Parti communiste, va pousser des militants, particulièrement actifs, hors du Parti et laisser beaucoup de ceux qui vont y rester extrêmement amers, la voie est étroite pour le Parti. L'absence d'une force politique antilibérale à même de peser à gauche laisse au Parti socialiste sa position hégémonique. Celui-ci a d'ailleurs tout de suite exprimé sa satisfaction à l'annonce de l'échec. Il faudrait maintenant être clairs : de quelles forces, de quels atouts disposons-nous maintenant pour faire ce que nous prétendons pouvoir faire, "faire bouger l'ensemble de la gauche"? Pas moins que cela. Nous savons bien pourtant, si nous ne cédon pas à la démagogie, que seuls nous pesons peu. Cela ne nous fait pas plaisir, mais c'est à partir de cette réalité que nous devons formuler et mettre en œuvre nos stratégies. Nous savons bien que le capital de sympathie indéniable dont dispose personnellement Marie-George ne se substituera pas à la crédibilité politique d'un parti (nous avons assez dit que ce n'était pas le charisme individuel d'un candidat qui était en cause). Nous prenons le risque de prendre à nouveau la mesure de la faiblesse de cette crédibilité après avoir détruit une partie du capital de confiance patiemment constitué au cours des dernières années.

Dans ces conditions, nous allons dans de bien mauvaises conditions à la recherche de la seule alliance qu'il nous reste qui est celle du PS. Je voudrais bien que ceux qui ont fait ces choix stratégiques successifs nous disent aujourd'hui par quels prodiges (ou plutôt sur la base de quelles concessions, mais nous venons déjà d'en faire une belle), ils espèrent pouvoir lors des prochaines échéances électorales maintenir un groupe à l'Assemblée, un groupe qui ne doivent pas tout à la perfusion du PS, que l'on ne paierait pas du rôle de PRG nouvelle version. J'attends donc que ceux qui nous ont menés à l'échec de la démarche des collectifs nous disent très rapidement comment devront selon eux être négociées les prochaines échéances électorales.

Pour ma part, je lutterai pour que le parti reste fidèle à la démarche engagée, celle de la recherche des convergences entre tout ceux qui se reconnaissent dans la combat antilibéral, pour que cette force nombreuse trouve au plus vite une expression politique. Les collectifs sont une de ces expressions politiques possibles. Leur travail doit se poursuivre pour que des candidatures émanant d'eux soient cette fois présentes, candidatures de communistes et de non communistes envisagées en commun. L'échéance suivante à préparer d'emblée étant bien sûr celle des municipales, à travailler dès maintenant également.